

— page 19787, article K.20 : dans la colonne Nombre maximum d'unités par personne, le texte « 1.1.1.1.2. » est à remplacer par le texte « 1.1.1.2.2. »;

— page 19788, article L.09 : le montant est 2 500 au lieu de 500;

— page 19789, article M.15 : le texte « caleçon ou lip » est à remplacer par le texte « caleçon ou slip »;

— page 19789, article M.16 : le texte « chaussures ou bas » est à remplacer par le texte « chaussettes ou bas »;

— page 19790, article N.08 : dans la colonne Nombre maximum, le chiffre « 1 » doit être remplacé par le chiffre « 2 »;

— page 19790, article N.15 : le texte « chaussures ou bas » doit être remplacé par le texte « chaussettes ou bas »;

— page 19791, articles O.01 et O.02 : dans la colonne Montant FF, les mots « max. » doivent être supprimés;

— page 19792, article P.02 : dans la colonne Montant FF, le mot « max. » doit être supprimé;

— page 19795, article R.05 : le montant est 3 500 au lieu de 30 500.

— bladzijde 19787, article K.20 : in de kolom Maximum aantal eenheden per persoon is de tekst « 1.1.1.1.2. » door de tekst « 1.1.1.2.2. » te vervangen;

— bladzijde 19788, artikel L.09 : het bedrag is 2 500 in plaats van 500;

— bladzijde 19789, artikel M.15 : de tekst « caleçon ou lip » is door de tekst « caleçon ou slip » te vervangen;

— bladzijde 19789, artikel M.16 : de tekst « chaussures ou bas » is door de tekst « chaussettes ou bas » te vervangen;

— bladzijde 19790, artikel N.08 : in de kolom Maximum aantal is het cijfer « 1 » door het cijfer « 2 » te vervangen;

— bladzijde 19790, artikel N.15 : de tekst « chaussures ou bas » is door de tekst « chaussettes ou bas » te vervangen;

— page 19791, artikels O.01 et O.02 : in de kolom FF bedrag moeten de woorden « max. » geschrapt worden;

— bladzijde 19792, artikel P.02 : in de kolom FF Bedrag moet het woord « max. » geschrapt worden;

— bladzijde 19795, artikel R.05 : het bedrag is 3 500 in plaats van 30 500.

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 79

9 NOVEMBRE 1990. — Décret relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions.

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o établissement d'hébergement : toute exploitation commerciale ou touristique offrant le logement, même à titre occasionnel, avec ou sans repas, disposant d'un minimum de quatre chambres ou d'installations permettant le logement de dix personnes minimum;

2^o établissement hôtelier : tout établissement d'hébergement offrant le logement pour une durée qui ne peut être inférieure à une nuit sous la dénomination d'hôtel, d'hostellerie, de motel, d'auberge, de pension ou de relais; l'Exécutif peut compléter cette énumération, en y ajoutant toute autre dénomination.

Toutefois, le présent décret ne s'applique pas aux campings, aux campings à la ferme, aux parcs résidentiels de week-end, aux villages de vacances, aux gîtes ruraux et à la ferme, aux meublés de tourisme et aux chambres d'hôtes, aux établissements du tourisme social et aux maisons de repos pour personnes âgées.

CHAPITRE II. — Des établissements d'hébergement

Art. 2. Nul ne peut exploiter un établissement d'hébergement s'il ne dispose d'une attestation de sécurité, par laquelle il est établi qu'il a été satisfait aux normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie, spécifiques aux établissements d'hébergement.

Art. 3. L'Exécutif arrête :

1^o les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie, spécifiques aux établissements d'hébergement;

2^o les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité.

La procédure visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, règle le recours contre la décision de refus ou de retrait de l'attestation de sécurité et permet la possibilité d'octroyer des dérogations aux normes spécifiques.

CHAPITRE III. — Des établissements hôteliers

Section 1. — De l'autorisation

Art. 4. Nul ne peut, sans autorisation préalable, exploiter un établissement hôtelier.

Art. 5. L'autorisation visée à l'article 4 est accordée, refusée ou retirée, dans les conditions et selon la procédure déterminées par l'Exécutif. L'autorisation peut être accordée pour une durée limitée dans le temps.

La procédure visée à l'alinéa 1^{er} règle le recours contre la décision de refus ou de retrait d'autorisation. Le recours contre une décision de refus de renouvellement ou de retrait d'autorisation est suspensif.

(1) Session 1989-1990.

Documents du conseil. — N^o 158. — N^o 1 : projet de décret. N^o 2 : rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 30 octobre 1990.

*Section 2. — Des conditions d'exploitation***Art. 6.** L'Exécutif arrête :

1° les conditions auxquelles doit satisfaire un établissement hôtelier pour répondre à sa destination, en particulier en ce qui concerne la moralité, l'état de bon entretien général, la propreté, le confort et la capacité d'hébergement de l'établissement, et la procédure visant à obtenir des dérogations à ces conditions pour tenir compte des situations régionales ou spéciales;

2° le modèle de l'écusson délivré au titulaire d'une autorisation;

3° les normes et la procédure de classification des établissements hôteliers en fonction de leurs caractéristiques;

4° les conditions d'octroi ainsi que le montant des primes destinées à promouvoir la création, l'agrandissement, et la modernisation des établissements hôteliers.

Art. 7. L'autorisation visée à l'article 4 pourra en tout cas être refusée ou retirée :

1° si les conditions déterminées en vertu de l'article 6 ne sont pas ou ne sont plus observées;

2° si le demandeur, ou le titulaire de l'autorisation, ou la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement hôtelier a été condamné en Belgique ou à l'étranger, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction qualifiée au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII; titre VIII, chapitres I, IV et VI et titre IX, chapitres I et II du Code pénal, sauf si la condamnation a été conditionnelle et si l'intéressé n'a pas perdu le bénéfice du sursis.

CHAPITRE IV. — Dispositions pénales

Art. 8. Est puni d'une amende de cent francs à trois mille francs, quiconque exploite un établissement d'hébergement sans l'attestation de sécurité visée à l'article 2 ou quiconque exploite un établissement hôtelier sans l'autorisation visée à l'article 4, quiconque détient ou aura détenu illicitement l'écusson prévu à l'article 6, 2°, quiconque fait ou aura fait un usage abusif de la catégorie de classification, prévue à l'article 6, 3°, attribuée à l'établissement hôtelier qu'il exploite ou dont il assure la gestion journalière et quiconque refuse ou entrave volontairement l'exercice du droit d'inspection prévu aux articles 9 et 10.

Les cours et tribunaux pourront en outre prononcer contre l'auteur de l'infraction, l'interdiction d'exploiter personnellement ou par personne interposée, pendant une durée de un à douze mois, un établissement d'hébergement. L'interdiction produit ses effets cinq jours ouvrables après la signification de la condamnation.

Les personnes civilement responsables aux termes de l'article 1384 du Code civil sont tenues au paiement de l'amende.

Art. 9. Sans préjudice de la compétence attribuée aux officiers de police judiciaire, au personnel du corps de la gendarmerie, aux fonctionnaires et agents de la police locale, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif sont chargés de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions au présent décret.

Ces procès-verbaux sont transmis à l'officier du ministère public compétent et une copie en est adressée à l'auteur de l'infraction, à l'exploitant de l'établissement hôtelier s'il s'agit d'une personne physique ou morale différente de l'auteur de l'infraction, ainsi qu'à l'Exécutif, dans les cinq jours ouvrables de la constatation des infractions, le tout à peine de nullité.

Art. 10. Toute personne qui exploite un établissement d'hébergement ou un établissement hôtelier permet par ce fait même aux personnes désignées à l'article 9, alinéa 1^{er}, de procéder sur place aux vérifications jugées utiles et nécessaires. Les visites n'auront lieu que de jour et ne pourront s'étendre aux chambres occupées par les hôtes.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 11. La loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers, modifiée par le décret du 2 décembre 1988, est abrogée.

Art. 12. L'Exécutif arrête la date d'entrée en vigueur du présent décret et les mesures transitoires pour les établissements d'hébergement et hôteliers en exploitation à cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 novembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement,
de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 79

9 NOVEMBER 1990. — Decreet betreffende de voorwaarden voor de uitbating van de logiesverstreckende inrichtingen en de hotelinrichtingen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeenvolgt:

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° logiesverstreckende inrichting ; elke handels- of toeristische exploitatie die logies verstrekt, zelfs bij gelegenheid, met of zonder maaltijden, en die over ten minste vier kamers of accomodaties voor minimum tien personen beschikt;

2° hotelinrichting : elke logiesverstreckende inrichting die voor een periode die niet korter mag zijn dan een nachtverblijf, logies verstrekt onder de benaming « hôtel » (hotel), « hostellerie » (gasthof), « motel » (motel), « auberge » (herberg), « pension » (pension) of « relais » (buitenherberg); de Executieve kan deze opsomming aanvullen met gelijk welke andere benaming.

Dit decreet is echter niet van toepassing op het kampeerwezen, het kamperen op de boerderij, de weekendverblijfparken, de vakantiedorpen, de landelijke verblijven en verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiehuizen en de gastenkamers, de instellingen voor sociaal toerisme en de rusthuizen voor bejaarden,

HOOFDSTUK II. — *De logiesverstreckende inrichtingen*

Art. 2. Niemand mag een logiesverstreckende inrichting uitbaten indien hij niet over een veiligheidsattest beschikt, waarbij wordt vastgesteld dat voldaan is aan de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, specifiek voor de logiesverstreckende inrichtingen.

Art. 3. De Executieve bepaalt :

1° de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, specifiek voor de logiesverstreckende inrichtingen;

2° de modaliteiten en de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest.

De bij lid 1, 2° bedoelde procedure regelt het beroep tegen de beslissing tot weigering of intrekking van het veiligheidsattest en biedt de mogelijkheid om afwijkingen van de specifieke normen toe te staan.

HOOFDSTUK III. — *De hotelinrichtingen**Afdeling 1. — De vergunning*

Art. 4. Niemand mag zonder voorafgaande vergunning een hotelinrichting uitbaten.

Art. 5. De bij artikel 4 bedoelde vergunning wordt verleend, geweigerd of ingetrokken onder de voorwaarden en volgens de procedure die door de Executieve worden bepaald. De vergunning kan worden verleend voor een beperkte periode.

De bij lid 1 bedoelde procedure regelt het beroep tegen de beslissing tot weigering of intrekking van de vergunning. Het beroep tegen een beslissing tot weigering van de hernieuwing of tot intrekking van een vergunning is opschortend.

Afdeling 2. — De uitbetalingsvoorwaarden

Art. 6. De Executieve bepaalt :

1° de voorwaarden waaraan een hotelinrichting moet voldoen om aan haar bestemming te beantwoorden, inzonderheid uit een oogpunt van zedelijkheid, algemene staat van goed onderhoud, properheid, comfort en capaciteit van de inrichting inzake het verstrekken van logies, alsook de procedure voor het bekomen van afwijkingen van deze voorwaarden om rekening te houden met gewestelijke of bijzondere toestanden;

2° het model van het aan de vergunninghouder uitgereikte schild;

3° de normen en de procedure voor de rangschikking van de hotelinrichtingen volgens hun kenmerken;

4° de voorwaarden voor toekenning alsook het bedrag van de premies voor het bevorderen van de oprichting, de uitbreiding en de modernisatie van de hotelinrichtingen.

Art. 7. De bij artikel 4 bedoelde vergunning kan in elk geval worden geweigerd of ingetrokken :

1° indien de krachtens artikel 6 bepaalde voorwaarden niet of niet meer worden nageleefd;

2° indien de aanvrager of de houder van de vergunning of de persoon belast met het dagelijks beheer van de hotelinrichting, in België of in het buitenland door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak is veroordeeld wegens een der misdrijven omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII; titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II van het Strafwetboek, behalve indien de veroordeling voorwaardelijk is en de betrokkene het voordeel van het uitstel niet verloren heeft.

HOOFDSTUK IV. — *Strafbepalingen*

Art. 8. Met geldboete van honderd frank tot drieduizend frank wordt gestraft hij die zonder het bij artikel 2 bedoelde veiligheidsattest een logiesverstreckende inrichting uitbaat of hij die zonder de bij artikel 4 bedoelde vergunning een hotelinrichting uitbaat of hij die wederrechtelijk houder is of is geweest van het in artikel 6, 2° bedoelde schild, hij die misbruik maakt of heeft gemaakt van de rangschikkingscategorie bedoeld bij artikel 6, 3°, toegekend aan de hotelinrichting die hij uitbaat of waarvoor hij het dagelijks beheer voert en hij die de uitvoering van het bij de artikelen 9 en 10 bedoelde inspectierecht weigert of opzettelijk belemmert.

(1) Zitting 1989-1990.

Stukken van de Raad. — Nr. 158. — Nr. 1 : ontwerp van decreet. Nr. 2 : verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 30 oktober 1990.

De hoven en rechtbanken kunnen bovendien de dader van het misdrijf verbieden gedurende een periode van één tot twaalf maanden persoonlijk of door een tussenpersoon een logiesverstrekken inrichting uit te baten. Het verbod wordt van toepassing vijf werkdagen na het betekenen van de veroordeling.

Zij die volgens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerrechtelijk aansprakelijk zijn, zijn gehouden tot het betalen van de geldboete.

Art. 9. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, van het personeel van de rijkswacht, van de met de plaatselijke politie belaste ambtenaren en politieagenten, worden de daartoe door de Executieve aangewezen ambtenaren belast met het opsporen en het vaststellen, bij processen-verbaal, van de overtredingen van dit decreet.

Bedoelde processen-verbaal worden aan de bevoegde ambtenaren van het openbaar ministerie doorgezonden en een afschrift ervan wordt binnen vijf werkdagen na de vaststelling van de overtreding gezonden aan de overtreder, aan de uitbater van de hotelinrichting wanneer het een natuurlijke of een rechtspersoon betreft die de overtreder niet is, alsook aan de Executieve, alles op straffe van nietigheid.

Art. 10. Iedere persoon die een logiesverstrekken inrichting of een hotelinrichting uitbaat, staat reeds daardoor toe dat de in artikel 9, lid 1, vermelde personen ter plaatse het nuttig of nodig geoordeelde onderzoek verrichten. Het bezoek heeft alleen overdag plaats en mag zich niet tot de door gasten betrokken kamers uitstrekken.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 11. De wet van 19 februari 1983 houdende statuut van hotelinrichtingen, gewijzigd bij het decreet van 2 december 1988, wordt opgeheven.

Art. 12. De Executieve stelt de datum vast van de inwerkingtreding van dit decreet en de overgangsmaatregelen voor de logiesverstrekken inrichtingen en de hotelinrichtingen die op deze datum in uitbating zijn.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 november 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 01 — 80

11 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon autorisant la Région wallonne à souscrire des parts nouvelles dans le capital des sociétés immobilières de service public agréées par la Société régionale wallonne du logement

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984, instituant la Société régionale wallonne du logement, notamment l'article 10;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis du 28 septembre 1990 de l'Inspection des Finances;

Vu l'urgence,

Considérant que certaines sociétés immobilières de service public ont été agréées par la Société régionale wallonne du logement sous la condition résolutoire que le capital desdites sociétés soit composé conformément à l'article 10, § 2, du décret du 25 octobre 1984 précité;

Considérant qu'il s'indique donc que la Région wallonne souscrive sans délai des parts nouvelles dans le capital des sociétés agréées précitées permettant ainsi aux personnes de droit public de détenir la majorité dans le capital de ces sociétés;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Dans la limite des crédits inscrits au Budget administratif du Ministère de la Région wallonne, le Ministre qui a le logement dans ses attributions, peut souscrire des parts nouvelles dans le capital des sociétés immobilières de service public agréées par la Société régionale wallonne du logement, afin de permettre ainsi aux personnes de droit public de détenir la majorité dans le capital desdites sociétés.

Art. 2. L'arrêté de souscription des parts visées à l'article 1er indique s'il y a ou non libération en tout ou en partie du capital afférent à ces parts.